



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/03/2026

Palestine : silence, désinformation, censure et répression

L'agression impérialiste occidentale contre l'Iran, mais pas vraiment la réponse iranienne se traduisant par le chaos dans l'entité sioniste occupait avant les municipales nos « informations » délivrées par nos *media* véhicules de l'idéologie dominante. Pendant ce temps-là, la Palestine, n'ayant jamais vraiment été invitée, a disparu des écrans de TV.

Donc, plus que jamais, nous devons braquer nos regards sur la Palestine, et notamment sur la Cisjordanie, où, contrairement à la Bande de Gaza, l'armée d'occupation sionistes et les colons fascistes tiennent tout le territoire, contrôlent, expulsent, tuent jour après jour. Dans cet ordre d'idée, il est également essentiel d'avoir un œil sur la répression d'État, en France, dont il est désormais évident que la cible principale est la défense de la libération nationale de la Palestine.

La désinformation et la censure

Au pays du colonialisme sioniste, il est interdit et puni d'amendes exorbitantes, de prison, de diffuser des images des ravages causés par les missiles iraniens et même par ceux du Hezbollah. Dans les faits, Tel-Aviv est à moitié en ruine, destructions dans le nord, autour de Haïfa, dans le centre, au sud à Bersheeba, bref dans tout le territoire officiel de l'entité sioniste depuis 1948.

Au Sionistan, c'est la censure et la répression, mais, dans nos *media*, à ce sujet, silence complet. On les sent presque soulagés de parler des résultats de LFI aux municipales, parce qu'au moins, ça évite de parler de l'état réel des belligérants et notamment de leur poulain, l'État colonial sioniste.

Sans parler du deux poids deux mesures. Israël Katz, ministre de la Défense sioniste, et désormais président du Conseil de Défense, a annoncé fièrement le 17 mars que l'entité coloniale sioniste avait tué Ali Larijani, un des principaux dirigeants iraniens. Nos *media* relaient à l'envi. En revanche, des généraux sionistes sont morts, notamment au front nord, face à la Résistance libanaise. Itamar Ben Gvir, ministre sioniste de la sécurité intérieure, celui-là même ayant promu la loi permettant d'exécuter sans jugement des prisonniers palestiniens, ou qui est allé menacer Marwan Barghouti dans sa cellule, mort, probablement tué par un missile iranien. Mais nos véhicules de l'idéologie dominante n'en disent aucun mot. Ils ne parlent pas plus de la controverse autour de Netanyahu, non apparu en public depuis huit jours, pour lequel les sionistes diffusent des preuves de vie ; une interview datée de sept mois et trois vidéos fabriquées par l'Intelligence Artificielle. Nous ignorons ce qu'il en est de son sort, nous savons en revanche que, pour la seconde semaine consécutive, le Conseil de Défense n'est pas présidé par lui. Peut-être tout cela ne relève que de la volonté de gens las de l'État colonial sioniste. Néanmoins, nos *media*, pouvant nous entretenir de la dernière visite dans un restaurant de Nicolas Sarkozy pourraient nous dire qu'une controverse existe à ce sujet et se demander à quoi tient cette absence prolongée du premier dirigeant de l'État colonial sioniste.

Il est d'ailleurs intéressant d'analyser cette obsession qu'ont les dirigeants sionistes à cibler et tuer les chefs des mouvements ou États qui leur résistent, en croyant que cela désorganisera et finalement vaincra leurs ennemis. On a bien vu que le Hezbollah, pensaient-ils fini après l'assassinat d'Hassan Nasrallah et l'affaire des bippers, est plus vivant que jamais et leur oppose une résistance acharnée, les empêchant de progresser à terre au Liban. De la même manière, l'assassinat de Khamenei n'a eu aucun impact sur les capacités d'organisation et de riposte de l'Iran. Peut-être simplement projettent-ils sur les autres leur propre système de pensée, d'où le black-out total sur leurs morts parmi la direction de l'État.

La BBC et CNN, seuls *media* autorisés à parler depuis Tel-Aviv (sans images) ont assez souvent révélé la vérité sur le dôme de fer, qui est une passoire sont désormais très étroitement surveillés quant à ce qu'ils ont le droit de dire, alors que la même CNN fait des reportages en toute liberté en Iran.

Ce qui caractérise aussi « l'information » délayée par nos *media*, c'est l'oubli total de certains faits. On ne parle pas plus des combats de la Résistance libanaise, aujourd'hui détruisant des chars Merkava que l'on a parlé des mêmes affrontements à Gaza avec la Résistance palestinienne. Interdiction de dire que le sacro-saint État colonial sioniste subit des défaites, interdit de dire qu'il est plus facile d'affronter les peuples depuis son avion quand on a la supériorité aérienne que de combattre au sol des gens armés défendant leurs terres. Enfin, comme d'autres, nos *media* annoncent que l'entité coloniale sioniste compte mobiliser 100 000 réservistes de plus afin d'envahir le Liban. Mais personne ne se demande pourquoi. Pourquoi l'armée d'occupation aurait-elle besoin d'autant de renforts pour vaincre la Résistance libanaise alors même que les principaux dirigeants libanais sont des valets de l'impérialisme occidental ? Il est interdit de dire que c'est simplement parce que, pour le moment, ils n'arrivent pas à percer.

La répression

Elle n'existe évidemment pas uniquement en France. Ainsi la Jordanie, valet, s'il en fallait une preuve, de l'impérialisme occidental, se met en avant. Trois militants du Parti Communiste Jordanien, dont deux membres du Bureau Politique, ont été arrêtés le 8 mars dernier. Ces arrestations ne sont pas des faits isolés. Elles s'inscrivent dans une offensive systématique de la monarchie contre les forces dont l'activité politique dérange un régime constituant la pièce maîtresse de l'ordre impérialiste occidental dans la région. La répression anticomuniste est dans ce contexte un outil utile à l'État bourgeois. Ces actes de répression surviennent dans le contexte qui suit l'agression impérialiste occidentale contre l'Iran où, les barricades n'ayant décidément que deux côtés, chacun est obligé de choisir son camp.

L'arrestation de la journaliste jordanienne Hiba Abu Taha, le 16 mars, à la suite de ses critiques concernant la destruction par la défense aérienne jordanienne de missiles iraniens se dirigeant vers l'entité sioniste, met une fois de plus en lumière le rétrécissement de l'espace de liberté de la presse dans le royaume. La journaliste d'investigation jordanienne travaille de manière indépendante et jouit d'une solide expérience professionnelle au sein de médias réputés, notamment Al Jazeera (Qatar) et Daraj Media Network.

À l'instar de l'État colonial sioniste, les autorités de plusieurs pays arabes recourent à la censure des *media* pour tenter de dissimuler la réalité. Cependant, cette politique va bien au-delà de la simple interdiction de certains articles ou vidéos ; elle est devenue une arme pour faire taire toute voix discordante qui perturbe les gouvernements et s'oppose à une politique de complicité, en refusant de se soumettre à la volonté des puissances impérialistes et des occupants. Les forces de la monarchie jordanienne ont fait de la nouvelle arrestation de la journaliste jordanienne Hiba Abu Taha une priorité, pour avoir posé une question qui intrigue nombre de Jordaniens, et plus largement les peuples arabes, et les Palestiniens en particulier : « *Pourquoi la Jordanie s'efforce-t-elle d'intercepter les missiles iraniens visant Israël ?* ».

En France, la répression prend un tour de plus en plus inquiétant contre les défenseurs de la libération nationale de la Palestine. Dans le silence assourdissant des organisations qui se disent progressistes et se réclament de la défense de la Palestine, de la CGT à LFI, la répression contre les militants de la Palestine libre s'accroît et devient un marqueur essentiel des aspects fascisants de la politique du gouvernement actuel, que, pourtant, les petits-bourgeois de gauche ne qualifient pas d'extrême-droite.

Cependant, les attaques menées par les « forces spéciales de répression », appareils policier et judiciaire, sont d'une gravité extrême. Derrière l'attaque contre leur soutien au peuple palestinien, les libertés syndicales et d'expression sont en réalité attaquées dans leur ensemble.

Nous avons évoqué récemment le second procès de notre camarade militant de la LJR Alex, son interpellation à 6 heures du matin chez lui, pour avoir simplement raconté et célébré le combat révolutionnaire de Georges Ibrahim Abdallah. Alex n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il est poursuivi pour son opposition au génocide des Palestiniens et subit un harcèlement judiciaire et administratif depuis plus d'un an. Parce que c'est une voix pro-palestinienne, visé par un procès pour « apologie du terrorisme » aboutissant en février dernier à une peine de prison de 10 mois avec sursis, 5 ans d'interdiction de port d'arme et d'inéligibilité, une inscription au FIJAIT (Fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions terroristes) et 2000 € d'amende. Ce procès avait lieu en même temps que de nombreux autres procès de soutien à la Palestine : Amira Zaïter, militante de la Palestine à Nice, condamnée à de la prison ferme pour avoir traité de génocidaire un assassin franco-israélien de l'armée d'occupation sioniste, Mahdieh Esferandi, citoyenne iranienne condamnée à un an de prison ferme pour « apologie du terrorisme » à cause de sa position sur la riposte de la Résistance palestinienne le 7 octobre 2023, le journaliste Shahin Hazamy, lui aussi pour son appréciation de l'acte de Résistance du 7 octobre 2023, dont les comptes bancaires sont bloqués, ou encore Olivia Zemor, dirigeante très connue de l'association EUROPALESTINE et du collectif BDS, fer de lance des actions de boycott de l'entité coloniale sioniste, a

déclaré, après son procès : « *la présidente du tribunal, Martine Timsit, a mené toute l'audience à charge contre moi, apparemment décidée à me condamner avant même d'entrer dans le tribunal* ». D'autres ont été traînés devant la justice de classe, ou sont en attente d'un premier ou d'un nouveau procès, comme l'universitaire François Burgat ou le porte-parole de l'association *Urgence Palestine* Omar Alsoumi. La justice s'acharne sur Alex, comme elle fait de même concernant nombreux autres militants défenseurs de la Palestine, tels que les syndicalistes Timothée Esprit et Jean-Paul Delescaut.

Et ça continue. Le 17 mars au matin (6 h 00 encore, comme dans les films policiers), la maréchaussée est venue interpellé à son domicile Nicolas Shahshahani, vice-président d'EUROPALESTINE, pour cause « d'apologie de terrorisme », en raison de propos tenus lors d'une manifestation le 7 octobre 2025. Nicolas par ailleurs, compagnon d'Olivia Zemor. Les policiers l'ont emmené sans lui laisser prendre ses médicaments, alors qu'il est très malade et qu'il avait un rendez-vous important ce même jour à l'hôpital Bichat, non sans que l'un d'entre eux ait le culot de dire à sa compagne : « *On vous le ramènera mercredi* ». Donc avec l'intention de le faire dormir en cellule, avant même de l'avoir auditionné !

La répression contre les militants de la libération nationale de la Palestine prend des proportions inégalées jusqu'à présent, montrant une nature différente. Depuis deux ans et demi, la fameuse circulaire de Dupont-Moretti sur « l'apologie du terrorisme » a été utilisée d'abord tous azimuts, contre toutes celles et tous ceux qui défendaient ou faisaient profession de défendre la Palestine. Aujourd'hui, tout ce qui se passe cible exclusivement ceux incriminant directement l'État colonial sioniste et/ou défendant la Résistance palestinienne. S'ils sont plus nombreux que ne le disent nos *media*, ils ne disposent parfois pas d'une organisation de masse, suffisamment puissante pour organiser la riposte. Beaucoup de structures de la CGT, force est de le constater, ont, par ailleurs, totalement oublié les camarades Delescaut et Esprit, poursuivis l'un pour sa dénonciation de l'entité sioniste, l'autre pour son soutien à un mouvement de la Résistance palestinienne, le FPLP. Ce ne sont plus les gens qui considèrent les Palestiniens comme des victimes qui sont visés, mais ceux qui les voient comme un peuple qui construit lui-même sa propre libération nationale. Ce bougé essentiel de la répression d'État est une preuve, non seulement que c'est ce combat-là qui dérange le Grand Capital, mais il a grandi en nombre. Nous l'avons écrit et c'est ô combien vrai : plaindre les victimes palestiniennes à Gaza est autorisé, critiquer « Netanyahu d'extrême-droite » est toléré, mais remettre en cause la légitimité de l'entité coloniale sioniste ou même seulement le critiquer dans sa globalité est interdit.

En conclusion

La cause palestinienne affronte partout, mais spécialement en France le silence, la désinformation, la censure et la répression. Mais il en est de l'information comme de la vérité sur l'entité sioniste, malgré les menaces, la censure, les pressions, le monde sait. Le combat des dirigeants sionistes, de nos propres dirigeants impérialistes et des media serviles afin d'empêcher qu'on connaisse à la fois la situation coloniale, le vrai visage de l'État colonial sioniste et son délabrement actuel pour cause de missiles iraniens est totalement vain.

Partout, contre la falsification au service de l'impérialisme occidental, la criminalisation de l'anticolonialisme, en faveur de la défense de la vérité et de la libération nationale de la Palestine, on trouvera les militants du Parti Révolutionnaire Communistes. Les barricades n'ont que deux côtés, comme disait Elsa Triolet. C'est la libération nationale de la Palestine ou la soumission d'une manière ou d'une autre à l'ordre colonial.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !